

Faut-il en finir avec les zones commerciales ?

Margaux Bourdin avec MM

Le 23/10/2022

Pratique pour bosser ou faire ses courses, mais plaie dans le paysage, les zones commerciales sont en danger. Certaines municipalités veulent complètement changer leur entrée de ville.

Vous roulez dans la campagne, vous vous approchez de votre destination et sur le bord de la route, des dizaines et des dizaines d'enseignes de magasins défilent. D'immenses panneaux publicitaires qui vous invitent à faire un stop dans [ces zones commerciales](#) avec parkings à perte de vue. On est loin de la jolie carte postale. Pourtant, difficile aujourd'hui de ne pas trouver une entrée de ville qui ne ressemble pas à ça. C'est bien pratique pour aller faire une petite course, pour trouver du boulot aussi mais ça gâche complètement le paysage.

De plus en plus de villes ont bien conscience du problème et veulent changer les choses. A Chartres, par exemple, le maire de la commune va faire déménager de plusieurs centaines de mètres une zone commerciale à l'entrée Est de sa ville. Objectif: rendre plus belle l'arrivée dans Chartres et préserver la vue sur la cathédrale. A la place de la ZAC, 3.000 logements vont sortir de terre et les magasins eux seront rassemblés plus loin, sur une ancienne base militaire. Le projet sera plus respectueux de l'environnement, nous dit-on, avec moins de bitume, plus d'espaces verts et des bâtiments plus sobres et moins nombreux. Plus dans l'air du temps. Plus en phase avec les objectifs de sobriété.

Un plan gouvernemental pour les entrées de villes

Le gouvernement aussi est engagé pour faire la chasse à la France moche des périphéries commerciales. Depuis quatre ans, le gouvernement a lancé son Plan Action Cœur de ville, pour revitaliser les centres-villes. La fréquentation a augmenté de 15 % dans les communes bénéficiaires de ce plan et Caroline Cayeux, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales, a confirmé la seconde phase du plan qui vise les abords des gares et les entrées des villes, où bien souvent sont installées ces zones d'activité commerciales (ZAC).

Si 70% des dépenses des Français se font désormais dans les commerces en périphérie des villes, de plus en plus d'enseignes ferment. 15 millions de mètres carrés seraient désormais vacants. Les promoteurs ont bien conscience du problème. Ils savent également que l'étalement urbain est désormais très encadré et qu'il faut ramener de la nature en ville face aux enjeux climatiques et que ces zones peuvent être les leviers de la transition environnementale.